

## Burundi : le gouvernement demande à l'ONU de remplacer son médiateur

@rib News, 14/11/2016 - Source AFP Le gouvernement burundais a averti l'ONU qu'il ne souhaitait plus continuer à traiter avec son médiateur Jamal Benomar et a demandé son remplacement, selon une lettre consultée par l'AFP lundi. Dans cette lettre adressée la semaine dernière au secrétaire général Ban Ki-moon, Bujumbura demande aux Nations unies de trouver un successeur à M. Benomar à l'occasion de l'arrivée en janvier du nouveau secrétaire général, António Guterres (photo).

"Dans cette période de transition entre les deux secrétaires généraux, le Burundi ne voudrait pas être pris au dépourvu", a expliqué à l'AFP l'ambassadeur burundais à l'ONU Albert Shingiro. Il a souhaité "des consultations tous azimuts entre le gouvernement du Burundi et les deux secrétaires généraux pour penser à son remplacement". Pour sa part, le porte-parole adjoint de l'ONU Farhan Haq a affirmé que M. Benomar "gardait toute la confiance du secrétaire général". "M. Benomar reste en fonctions", a-t-il déclaré. En juin 2015, l'envoyé spécial de l'ONU pour les Grands Lacs Saïd Djinnit avait abandonné son rôle de médiateur au Burundi. Son départ avait été demandé par les opposants à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, réélu en juillet. Les relations entre l'ONU et Bujumbura se sont dégradées après la publication fin septembre d'un rapport d'experts onusiens. Ils ont pointé la responsabilité de la police et des forces de sécurité dans les violences qui agitent le pays depuis plus d'un an, évoquant un risque de génocide. En représailles, le gouvernement burundais a suspendu sa coopération avec le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme. Bujumbura s'oppose aussi au déploiement de 228 policiers de l'ONU au Burundi, réclamé par le Conseil de sécurité dans une résolution adoptée en juillet. M. Benomar a effectué une visite au Burundi le mois dernier, sans obtenir de résultat concret. Rendant compte ensuite de ses discussions devant le Conseil de sécurité, il les avait qualifiées de "constructives" et s'était dit prêt à les poursuivre. Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis que M. Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé, qu'il a obtenu en juillet de la même année au terme d'une élection boycottée par l'opposition. Des violences ont fait plus de 500 morts et poussé plus de 300.000 personnes hors du pays.